

BRÈVES

Peste ou choléra ? Alternative

Face au nouveau choc pétrolier, les tenants du système capitaliste productiviste envisagent la relance des programmes électronucléaires, ils se préparent à ajouter aux dégâts de l'effet de serre l'accumulation de déchets à hauts risques. Il faut sortir de ce modèle mortifère de développement, antidémocratique, antisocial et antiécologique. Nous avons su infliger un premier échec à la pensée unique libérale européenne. Dans la période qui s'ouvre, tout projet de société alternatif se doit aussi de mettre en avant des objectifs écologiques urgents qui dessinent un autre avenir :

- réappropriation sociale de biens vitaux comme l'eau ;
- souveraineté alimentaire ;
- redéfinition radicale des politiques des transports et du logement ;
- économies d'énergie et recours aux énergies renouvelables ;
- refus de l'infantilisation consumériste et de la précarisation de masse ;
- primat de l'utilité sociale sur le règne de la marchandise. Démocratie, nouvelle répartition des richesses, rupture avec un modèle de croissance qui sacrifie l'avenir de l'Humanité au règne de la marchandise, tels sont les axes nécessaires d'une alternative.

Pour les Alternatifs, la convergence de ces priorités doit se construire dans les luttes d'aujourd'hui, et devra s'affirmer à l'occasion des prochaines échéances politiques.

40, rue de Malte 75011 Paris
Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50
site : www.alternatifs.org

Commission paritaire
n°1108 P 11445
ISSN 1146-3961

Directeur de publication :
J.J. Boisslaroussie,
Coordination et maquette :
M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

JJ.Boisslaroussie, B.Caron, M.Colloghan,
JP.Damaggio, B.Della Sudda, JL.Griveau,
P.Guguenheim, A. & N. Marcu, R.Neuville,
R.Winterhalter,

Edité par la SARL SECA
(Société d'Édition et de
Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€
RCS Paris B448 326 835
durée : jusqu'au 28 avril 2063.
Gérant : Roland Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 70 80 96

ABONNEMENT

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER**

ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

.....

.....

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et Vert journal.

.....

.....

**Et zouh ! Le chèque et le bulletin, on met ça dans une
enveloppe pour Les Alternatifs, 40, rue de Malte 75011 Paris**

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

(*ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)

**ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-VOUS
A ROUGE ET VERT***

P.2 n° 227 **ROUGE & VERT** 04/07/2005

A l'ombre de Chatila

C'est le titre d'une très belle exposition réalisée par Tarek Charara, photographe et journaliste indépendant, sur et avec les habitants de ce camp de réfugiés palestiniens de Beyrouth; sans doute le camp le plus emblématique de la situation et de la lutte du Peuple Palestinien.

Faut-il rappeler, qu'avec son camp ju-meau de Sabra, Chatila fut, en 1982 après le siège de Beyrouth par l'armée israélienne et l'évacuation des combattants de l'O.L.P., le théâtre d'un massacre de centaines de civils, hommes, femmes et enfants, perpétré par les phalanges chrétiennes avec la complicité des troupes de Sharon qui occupaient la Ville? Faut-il encore rappeler qu'en 1985, lors de la "guerre des camps", la population de Chatila dû subir l'assaut des milices pro-syriennes qui voulaient

Réunion des collectifs pour le Non de gauche : Tout commence

Ce qui caractérise d'abord la réunion nationale des collectifs pour un NON de gauche du samedi 25 juin à Nanterre, c'est son succès numérique (700 personnes, plus de 200 collectifs présents), donc une incitation forte, s'il en était besoin, à poursuivre.

Après l'introduction de Claude DEBONS, l'assemblée s'est séparée en 4 ateliers suivant un même fil conducteur : le matin était consacré au bilan de la campagne et l'après-midi aux perspectives. Les prises de parole des délégués ont été très nombreuses (et de ce fait chacune a dû être limitée à quelques minutes) témoignant de la nécessité d'échanger après cette campagne longue, difficile...et gratifiante.

Les interventions sont souvent restées dans le registre de la description. On a ainsi pu mesurer la grande diversité des configurations d'un collectif à un autre : d'un comité ATTAC qui s'est constitué en collectif à un rassemblement autour d'un groupe de militants et sympathisants socialistes, en passant par des configurations plus pluralistes, bâties soit autour du rassemblement d'individus, de sensi-

bilités diverses, parfois sous des formules plus cartellisées, dans quelques cas des dynamiques locales de « refondation communiste » autour de militant-e-s du PCF et de la LCR, sans que l'orientation politique de ces dynamiques apparaisse encore clairement.

À écouter les interventions, les délégués membres de la LCR étaient nombreux, mais, plus encore, les délégués sans appartenance politique, assez souvent membres d'ATTAC, militant-e-s syndicaux ou associatifs. Un nombre plus limité de délégués membres du PCF, mais on constatait qu'ils représentaient souvent les secteurs géographiques où le non de gauche ouvrier et populaire avait été le plus massif. Peu de délégué-e-s membres du PS, une quinzaine de délégué-e-s membres des Alternatifs.

Dans la salle les directions de la LCR, du PCF, une petite délégation des Verts, des membres de l'exécutif des Alternatifs, quelques responsables de PRS.

Au sein des commissions, le débat a plus largement porté sur le bilan que sur les perspectives (faute de temps) : l'envie

de continuer est générale et le pluralisme et la démocratie dans l'action ont été appréciés. Pour l'avenir c'est moins clair : certains délégués souhaitent une construction à partir des collectifs pouvant se substituer progressivement au collectif national, de fait cartellisé, mais la plupart prennent acte de la nécessité d'un lieu de médiation et d'initiatives rabotant les conflits d'orientation potentiels à ce stade du processus. Plusieurs intervenants ont pointé la responsabilité qui est aujourd'hui celle des collectifs tant pour la situation en France que devant les autres Peuples d'Europe.

De nombreuses thématiques ont été posées comme pistes de débat et d'action:

- Quel lien entre la mobilisation pour une autre Europe, le combat contre le libéralisme de l'Union Européenne et les luttes sociales, en particulier pour la défense des services publics ici et maintenant?
- Quelle place pour le Mouvement syndical dans la construction qui s'ébauche, au delà de l'engagement individuel .../...

éradiquer la présence politique palestinienne au Liban? Là encore, des centaines de civils tombèrent sous les bombardements ou victimes des tirs de snipers. Pour autant, il n'y a pas place pour le misérabilisme, la grandiloquence ni pour les poses héroïques dans les photographies de Tarek CHARARA. Son exposition aurait pu être baptisée "scènes de vie ordinaire chez des gens peu ordinaires". Peu ordinaires, assurément les habitants de Chatila le sont dans leur dignité, leur détermination face aux difficultés de la vie quotidienne (chômage, surpopulation du camp, précarité de l'habitat et des conditions de vie...), dans leur espoir d'une Palestine libre. Par ses clichés, souvent pris dans l'intimité des familles, l'auteur nous présente un large éventail de personnages de tous âges; des gens qui nous semblent très proches dans leur aspiration à mener une vie comme tout un chacun.

Sous le titre de "à l'ombre de Chatila", Tarek CHARARA a rassemblé les photographies de son exposition dans un très beau livre assorti de commentaires qui nous permettent de mieux comprendre qui en sont les acteurs, leur parcours, souvent dramatique, leurs joies et leurs peines.

On peut se le procurer directement auprès de l'auteur au prix de 38€, les bénéfices de la vente étant reversés à des ONG qui soutiennent les réfugiés palestiniens. A consommer sans modération. ■

Jean Louis GRIVEAU

Pour tout renseignement sur l'expo comme sur le livre: Editions Etincelles, 2 rue du Bastion saint Dominique, 66 000 PERPIGNAN; info@etincelleseditions.org



.../... de tel ou tel syndicaliste?

- Mettre au coeur de la réflexion et de l'action des collectifs la question des services publics, l'élaboration de contre-propositions sur l'emploi, la question du SMIC européen...

- Pouvoir engranger des victoires concrètes, par exemple sur les directives qui s'annoncent, pour montrer que l'action engagée ne s'arrête pas au referendum.

- Faut-il une Constitution pour l'Europe ou seulement un Traité réglant le fonctionnement des institutions?

- Vers qui élargir les collectifs et les partisans du oui à gauche y ont-ils leur place? Quel type de structuration pour les collectifs et comment se coordonner?

- Quelle approche a-t-on des échéances politiques de 2007?

Ces trois derniers points font débat et les interventions ont montré des points de vue différents : ces questions restent donc ouvertes à la discussion, et la déclaration finale, qui a intégré les amendements faisant consensus, ne les évoque pas.

Certains « sans étiquette politique » poussent à ce que les collectifs soient un lieu de fondation d'une nouvelle gauche, beaucoup d'autres délégués (organisés ou non) en mesurent la difficulté.

Le texte soumis au débat avait été élaboré en amont au sein du collectif national. Les questions posant problème (appel de la LCR à la démission du gouvernement, appel du PCF à l'ouverture au oui de gauche) ont été gommées. Les Alternatifs ont apporté quelques modifications importantes au texte initial qui évoquait une « politique de relance » sans en préciser le contenu, cette formulation a été, heureusement, remplacée par la référence à politique économique européenne active pour l'emploi et l'environnement. Nous avons insisté pour l'articulation avec les forums sociaux, sans sous-estimer la difficulté à associer les deux démarches, les féministes ont également modifié le texte. Il faut constater que les questions écologiques ont été peu présentes dans les débats du 25 juin.

Au delà d'une réflexion qui doit se poursuivre dans les collectifs et qui pourrait déboucher sur la tenue d'Assises Nationales en fin d'année, il s'agit de se

doter d'objectifs et d'un agenda de mobilisations en lien avec les conclusions de la rencontre des forces anti-libérales européennes qui se tenait les 24 et 25 Juin, parallèlement à la rencontre des collectifs; une rencontre qui a rassemblé de l'ordre de 200 participants dont environ 80 représentants de mouvements venant de 19 Pays européens autres que la France.

ONT AINSI ÉTÉ ÉVOQUÉS:

- Une affiche nationale à la rentrée

- Une pétition européenne pour exiger d'autres choix politiques en Europe

- Une mobilisation prolongée contre les directives libérales avec journée européenne le 15 Octobre 2005

- La mobilisation contre le sommet européen du 15 Décembre 2005

- Le rôle du Forum Social Européen à Athènes en Avril 2006

**Jean-Louis GRIVEAU
et Jean-Jacques BOISLAROUSSIE**



Après le 29 mai, on continue !

Texte adopté à Nanterre, le 25 juin 2005

Le rejet par les citoyennes et les citoyens du projet de Constitution libérale constitue un événement politique majeur pour l'Europe entière. C'est une première victoire contre l'Europe libérale et anti-démocratique.

C'est un vote populaire, antilibéral et européen, qui a mobilisé l'essentiel des forces vives du pays. C'est un vote de gauche, d'exigence sociale, démocratique, féministe, écologique, laïque, d'égalité, de paix et de solidarité. Le Non de gauche est majoritaire dans le Non. Le Non est majoritaire à gauche. Le Non de gauche pro-européen fait reculer la droite extrême. C'est un vote de rejet des politiques libérales et d'aspiration à une autre Europe. Ce vote ouvre de nouvelles perspectives. C'est un vote porteur d'espoir pour une Europe solidaire.

La victoire du Non de gauche est à mettre à l'actif de toutes les forces qui y ont contribué. Elle est le fruit de la dynamique unitaire initiée par l'Appel des 200 et qui s'est amplifiée et élargie à d'autres composantes progressistes, ainsi qu'à de nombreux secteurs du mouvement social, tout au long de la campagne. Elle est le produit d'une démarche politique et sociale, liant les exigences et les luttes sociales aux questions politiques européennes. Elle est le résultat d'une formidable mobilisation de terrain et de conviction menées par les centaines de collectifs unitaires qui se sont constitués, la coordination féministe, les partis, associations et syndicats partie-prenantes.

Le type de campagne que nous avons mené, sur le contenu du traité, en faisant appel à l'intelligence des citoyens, tournée vers les couches populaires et contre la droite a compté. Cette campagne a fait travailler ensemble des militants d'organisations politiques, syndicales, associatives, de sensibilités diverses ; elle a favorisé l'implication de dizaines de milliers de citoyennes et de citoyens.

En France, désavoués massivement une nouvelle fois, le Président de la République et le nouveau gouvernement français n'en tirent aucune conséquence quant à leur légitimité. Au contraire, ils montrent leur refus d'entendre et de respecter la volonté populaire exprimée dans les urnes. Au rejet par la majorité du peuple français de cette Constitution libérale, ils ont répondu par un appel à la poursuite

du processus de ratification. A l'exigence démocratique, ils répondent par le recours à la procédure des ordonnances au mépris des attentes de la société, des revendications des organisations syndicales, et même des procédures de débat parlementaire.

A l'exigence sociale, ils répondent par une aggravation des politiques libérales, la poursuite de l'entreprise de démantèlement social en s'attaquant au Code du Travail et aux garanties collectives, l'accélération des privatisations, le durcissement répressif et sécuritaire.

En Europe, le Conseil européen a révélé au grand jour les contradictions et la crise qui taraudent la construction européenne depuis longtemps et qui ne débouche que sur une pseudo-Europe, qui tourne le dos aux besoins et aspirations des peuples.

L'affrontement des "intérêts nationaux" et l'absence d'émergence d'un intérêt collectif européen montrent les impasses d'une construction qui tient les peuples à l'écart, les met en concurrence et conduit des politiques libérales de démantèlement social.

Le refus partagé par les gouvernements des principaux pays de l'Union, de toute augmentation du budget communautaire, au moment où l'élargissement à dix nouveaux membres introduit une profonde fracture économique et sociale en son sein, interdit toute politique de solidarité (notamment en faveur des nouveaux membres) et de réduction des inégalités, conduit au dumping social et fiscal, empêche l'adhésion des peuples à un projet commun.

Il est urgent de sortir de cette impasse et d'ouvrir un autre chemin.

Les collectifs unitaires qui, avec toutes les forces qui ont mené campagne, ont été les artisans de la victoire du Non ont décidé de leur maintien et de leur élargissement.

Leur action va se poursuivre contre les offensives libérales, qu'elles soient internationales, européennes ou nationales ; et pour être une force de proposition pour une Europe alternative..

Nous continuons pour résister et gagner face aux politiques libérales en Europe et en France.

Nous devons agir pour obtenir des mesures immédiates traduisant un changement de cap : retrait de la directive Bolkestein, des directives de libéralisation (transports, portuaire, brevetabilité des logiciels, du vivant, etc) et des textes visant à démanteler les services publics, adoption d'une directive limitant effectivement le temps de travail, politique économique européenne volontariste pour l'emploi et l'environnement, mesures de solidarité et de convergence sociale et fiscale, remise à plat de la politique agricole commune non soumise aux objectifs libéraux de l'OMC, remise en cause des négociations AGCS, révision du statut et des missions de la Banque Centrale Européenne, remise en cause du Pacte de stabilité monétaire, appropriation et gestion sociale de l'eau, annulation réelle de la dette des pays pauvres, etc. Cela suppose une remise en cause des Traités antérieurs et des politiques menées.

Nous devons agir contre la privatisation d'EDF et de GDF, la fermeture des bureaux de postes, l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire, la transposition des directives de libéralisation des services publics, la remise en cause des droits des chômeurs, les licenciements collectifs, le démantèlement du Code du Travail, et les mauvais coups à venir des "100 jours" du nouveau gouvernement ; pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail, pour la lutte contre la pauvreté par l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

Nous continuons pour débattre et construire des alternatives à ces politiques en Europe et en France.

Nous réaffirmons notre engagement pour la construction d'une Europe démocratique et solidaire. Il est urgent de sortir de l'impasse d'une simple zone de libre échange où la concurrence généralisée détruit les solidarités et d'emprunter un autre chemin, celui de la démocratie, de la justice sociale, de la solidarité, de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits de la personne, des droits des migrants et demandeurs d'asile, de la citoyenneté de résidence, de l'action pour la paix et contre la militarisation, de nouveaux rapports solidaires avec les pays pauvres et pour un nouveau type de développement permettant d'éradiquer la pauvreté mondiale et respectueux des équilibres écologiques. Plus .../...

.../... largement, nous devons contribuer à donner de nouveaux fondements politiques et sociaux et à élaborer une nouvelle charte fondamentale pour l'Europe.

Nous allons oeuvrer, avec nos amis et partenaires, à l'organisation d'un vaste débat dans tous les pays pour que les grands enjeux de la politique européenne deviennent l'affaire des citoyens. Cette démarche devra rechercher les articulations et complémentarités avec le processus du Forum Social Européen et prendre en compte le calendrier des grandes échéances européennes, voire internationales.

Le projet de Constitution européenne est juridiquement et politiquement mort. Il doit être retiré et une nouvelle discussion doit s'ouvrir au grand jour et sous l'autorité des peuples sur es politiques économiques et sociales et sur les institutions de l'Europe.

Les questions européennes sont aujourd'hui des questions nationales. Les orientations que mettent en œuvre les institutions européennes et les gouvernements puisent à la même inspiration libérale. Les résistances et les alternatives ont nécessairement une double dimension européenne et nationale. Il s'agit de construire, en lien avec les mobilisations concrètes, un processus de débat et d'élaboration d' "exigences pour une autre Europe" et pour des politiques de transformation sociale progressistes dans notre pays et en Europe.

Nous continuons avec le même esprit de rassemblement, d'ouverture, de convergence, de pluralisme et d'unité que pendant la campagne, avec la volonté de nous élargir, en respectant les rythmes et les diversités, en nous adressant à toutes celles et tous ceux qui veulent agir concrètement contre les directives de libéralisation européennes et leur traduction nationale, qui veulent bâtir une autre Europe et construire une alternative aux politiques néo-libérales.

Nous continuons avec la même démarche de fonctionnement qui a fait ses preuves: autonomie des collectifs, circulation en réseau de l'information et des propositions, coordination autour des initiatives et des campagnes, prise en compte des diversités, fonctionnement au consensus. Il ne faut pas entrer à marche forcée dans une structuration trop stricte, une délimitation politique trop précise, une projection prématurée sur de prochaines échéances électorales, sous peine d'être contre-productifs par rapport aux nécessités d'élargissement, de pluralisme et d'unité. Nous devons partir des contenus communs et des accords vérifiés pour construire ensemble. Les collectifs locaux, leur forme souple et non cartellisée, ont une grande importance pour cela.

Le collectif d'initiative national décide de continuer à exister pour contribuer à construire une alternative antilibérale en Europe et en France. Il doit garder une fonction souple de circulation de l'information et de proposition, mais n'a pas vocation à "centraliser" ou "diriger". Un changement d'appellation nécessaire pour prendre en compte la nouvelle situation et son élargissement doit être débattu et sera rendu public à l'occasion d'une conférence de presse de rentrée en septembre.

La réunion nationale des collectifs unitaire du 25 juin à Nanterre propose à tous les collectifs de débattre et de s'emparer de ces réflexions et de la démarche proposée.

Elle appelle :

- à saisir les opportunités de l'actualité de l'été pour apparaître dans des formes originales adaptées à la période.

- à organiser des "initiatives de rentrée" fortes dans toutes les localités pour relancer dès septembre la dynamique de mobilisation et répondre aux "100 jours" de Villepin ; une affiche nationale sera préparée en ce sens.

- à conduire à tous les niveaux des actions et des campagnes autour des objectifs élaborés en commun ; en prenant en compte les objectifs décidés lors de la rencontre européenne du 24 juin à Paris (pétition européenne, etc).

- à initier de larges débats et confrontations, à organiser des réunions publiques et des forums de masse, au cours de l'automne, dans les localités, départements et régions, pour engager avec tous les citoyens et toutes les organisations qui le souhaitent, un travail de confrontation d'idées et de propositions afin d'élaborer des « exigences » démocratique et sociales et des alternatives aux politiques néolibérales en Europe et en France, dans la perspective d'Assises nationales, perspective que nous mettons en débat.

- à préparer une initiative de mobilisation particulière à l'occasion du prochain sommet européen début décembre.

- à actualiser les outils (en particulier internet) pour favoriser les espaces de débat et d'échange.

Une nouvelle rencontre nationale, sera proposée avant la fin de l'année pour faire le point de la dynamique engagée et les suites à donner.

La victoire nous donne une grande responsabilité ; nous allons relever le défi en amplifiant en France le processus de réappropriation de la politique par les citoyennes et les citoyens et en l'élargissant à l'Europe. ■

Déclaration à l'

Une nouvel

Après les victoires du NON au traité constitutionnel en France et aux Pays-Bas, il a semblé nécessaire que toutes les forces qui défendent cette position en Europe se réunissent à la fois pour poursuivre des mobilisations communes contre l'Europe néo-libérale, pour débattre et construire ensemble des alternatives. C'est donc à Paris qu'a eu lieu cette première conférence, les 24 et 25 juin dernier dans les locaux du PCF. Cette conférence a réuni 200 personnes de 20 pays. Les pays membres de l'UE de-

Nous, participantes et participants à la Conférence européenne de Paris les 24 et 25 juin 2005, mettons en débat dans tous les réseaux associatifs, syndicaux et politiques en Europe les propositions contenues dans la déclaration suivante.

La victoire du Non en France est celle du Non de gauche, proeuropéen, alter mondialiste, démocratique et contre le néolibéralisme et la guerre. Prolongée par le Non néerlandais et les mobilisations croissantes (à amplifier) dans les opinions dans nombre de pays pour le rejet de ce texte, elle constitue un événement politique majeur pour l'Europe entière. Nous devons saisir cette première victoire contre l'Europe néolibérale et la prolonger. L'expérience nous révèle qu'un rassemblement populaire, citoyen peut conduire à des majorités antilibérales.

Nous voulons dépasser la crise de cette construction européenne qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie, pour fonder l'Europe sociale, démocratique, pacifique, féministe, écologique, de solidarité entre les peuples.

Ensemble, nous voulons engager un large mouvement citoyen à l'échelle européenne pour développer, du local à l'échelle européenne, en solidarité avec tous les peuples du monde, des dynamiques politiques et sociales en faveur d'une Autre Europe.

Il s'agit de résister et gagner face aux politiques néolibérales,

□ De construire une mobilisation large et déterminée sur des objectifs politiques immé-

Issue de la Conférence Européenne - Paris 25 juin 2005

Le époque peut s'ouvrir en Europe

puis longtemps (Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Espagne, Italie, Grèce, Scandinavie, etc.) étaient bien représentés, alors qu'on peut noter l'absence quasi-totale des nouveaux membres (Tchéquie, Pologne, Pays Baltes). Pour la France, les organisations participantes étaient représentatives des différents "Appels des 200" et reprenaient aussi bien partis politiques que mouvements sociaux. Des réseaux européens tels Attac, les Euromarchés, des féministes ou des réseaux paysans étaient aussi représentés largement pour l'étranger à côté des partis politiques de gauche.

Après s'être félicité des victoires du NON, les participants se sont accordés sur le fait que nous avons la responsabilité de ne pas décevoir. Dans une déclaration adoptée à l'issue de la rencontre (ci-dessous), la conférence fait appel à tou-te-s pour ouvrir un large débat politique pour construire une Europe sociale, démocratique, pacifique, féministe, écologique, solidaire ; qui pourrait déboucher sur un manifeste ou une charte des droits pour une autre Europe. Ce réseau prendra sa place dans le processus du FSE. Des mobilisations ont été proposées, comme une journée de manifestations contre Bolkestein

et l'OMC le 15 octobre, une autre lors du sommet des chefs d'état le 15 décembre pour les dates les plus proches. Les interventions, souvent des exposés répétitifs, étaient typiques de premières rencontres, gageons que les premières initiatives d'action communes permettront de mieux se connaître et donc d'être un outil de proposition moins formel et, à notre avis, de prendre mieux en compte l'écologie.

La conférence appelle toutes celles et tous ceux qui veulent participer à un tel processus de construction à la rejoindre.

Nathalie MARCU



www.lateliergraphique.org

diats (retrait des directives de libéralisation en cours, notamment la directive Bolkestein et celle sur le temps de travail qui doit être remplacée par une nouvelle directive qui limite réellement le temps de travail et permette d'améliorer les conditions de travail).

- D'exiger que les peuples puissent décider de leur avenir et que leurs choix soient respectés. En ce sens, nous proposons une campagne pouvant s'appuyer sur une pétition dans tous les pays, exigeant un changement fondamental des politiques européennes. Cette réorientation doit notamment avoir comme objectifs : une répartition plus juste des richesses ; la lutte contre le chômage, la précarité, la pauvreté et l'exclusion sociale ; la défense de notre environnement ; la remise en cause du rôle de la Banque centrale européenne et du pacte de stabilité ; la défense et le développement des services publics ; l'action pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes ; le respect des droits des immigrés ; une action européenne en faveur de la souveraineté alimentaire en tant que droit fondamental des peuples.

Pour débattre et construire des alternatives aux politiques néolibérales en Europe, nous souhaitons engager une démarche ouverte à toutes les forces opposées au néolibéralisme qui le souhaitent. Elle doit permettre :

- De favoriser l'irruption des peuples sur la scène européenne, la seule issue possible de la crise
 - De contribuer à l'expression des exigences populaires, citoyennes concrètes pour une autre Europe
 - De créer un espace public européen fondé sur les principes de pluralisme, de tolérance, de laïcité, dans un esprit de rassemblement et d'unité permettant l'agglomération de forces nombreuses
 - D'articuler nos propositions alternatives
 - De renforcer notre coopération avec les peuples de l'Est européen afin d'améliorer les conditions matérielles et politiques de leur participation dans la lutte pour une Europe démocratique et sociale, en vue de consacrer les moyens budgétaires nécessaires et de combler le fossé existant entre les deux parties du continent
 - De construire une Europe refusant les discriminations, les racismes, la domination patriarcale
 - De refuser la logique de guerre et de militarisation de l'Union Européenne, de construire une Europe agissant en faveur d'un autre monde
- Construire une Europe sociale, démocratique, pacifique, féministe, écologique, solidaire
- Partout doit s'engager un large débat politique pour construire une Europe sociale, démocratique, écologique. En ce sens, nous faisons appel à toutes les militantes et tous les militants politiques, syndicalistes, associatifs, de réseaux et mouvements, aux

citoyennes et citoyens pour tenir partout des initiatives, rencontres et assemblées permettant d'élaborer des propositions. Ce vaste mouvement pourrait déboucher sur un Manifeste ou une Charte des droits sociaux, démocratiques et environnementaux dessinant l'Europe que nous voulons.

- Il prendra toute sa place dans le processus du Forum social européen ; notamment lors de l'assemblée européenne de préparation du FSE à Istanbul (23 - 25 septembre) et lors de la rencontre internationale organisée à Rome (12 et 13 novembre) par les réseaux italiens.
- Le FSE d'Athènes en avril 2006 permettra de rendre compte de ce travail d'élaboration et de lui donner un nouvel élan.
- Des propositions de mobilisations ont été formulées dans notre rencontre : pour une journée de manifestations européennes contre la directive Bolkestein en lien avec la manifestation internationale de Genève contre l'OMC le 15 octobre ; pour une journée de manifestation européenne lors du sommet des chefs d'Etat le 15 décembre ; pour une journée de mobilisations locales pour une autre Europe avec des assemblées, réunions, forums sociaux locaux le 4 mars 2006 ; pour le sommet alternatif Europe - Amérique Latine le 13 mai 2006 en Autriche.

Le collectif unitaire français fera vivre ces propositions et préparera une réunion qui se tiendra dans le cadre de l'Assemblée européenne de préparation du FSE à Istanbul et qui permettra de faire le point sur ces pistes de travail.

Nous mettons cet appel à la disposition de toutes celles et tous ceux qui veulent être partie prenante, à l'échelle européenne, d'un tel processus de construction.

Déclarations des ATTAC d'Europe

Pour la refondation démocratique de l'Europe

Une réunion des Attac d'Europe s'est tenue le 16 juin 2005 à Bruxelles à l'occasion du dernier Conseil européen de la présidence luxembourgeoise. Une déclaration a été adoptée, qui prévoit la mise en place d'une Convention des Attac d'Europe et la mise en oeuvre d'un Plan ABC pour l'UE. Cette déclaration fixe le contenu et le calendrier des actions communes des Attac d'Europe pour les mois à venir.

La Convention des Attac d'Europe et un Plan A B C pour l'UE

Les "non" français et néerlandais au traité constitutionnel, et l'impact positif qu'ils ont eu sur les opinions publiques en Europe, signifient un rejet catégorique des politiques néolibérales menées depuis des décennies au niveau européen. Cette situation constitue une opportunité historique pour lancer un vaste débat démocratique sur la nature du projet européen que nous voulons. Pour donner un contenu concret à l'immense espoir suscité par l'échec que le néolibéralisme a essuyé les 29 mai et 1er juin, les représentants des Attac d'Europe réunis à Bruxelles le 16 juin 2005, à l'occasion de la tenue du Conseil européen, annoncent la mise en place d'une Convention des Attac d'Europe. Cette Convention propose un Plan ABC qui va se développer dans le court et le moyen terme. Son programme de travail démarre dès aujourd'hui. Il suivra l'agenda institutionnel de l'Union européenne, tout en élaborant le sien propre.

Plan A : des actions et des mobilisations contre les politiques libérales européennes

Une refondation démocratique de l'Europe implique dans l'immédiat une série de mesures urgentes de rupture avec les politiques néolibérales :

notamment par la remise à plat du pacte de stabilité.

4. Progression substantielle du budget européen pour mener une politique sociale et pour augmenter le montant des fonds structurels à destination des pays nouveaux entrants afin de les aider dans leur développement, au lieu d'encourager le dumping social et fiscal, ainsi que les délocalisations.

5. Organisation d'une relance économique européenne, y compris par l'emprunt, fondée sur des investissements dans les infrastructures publiques contribuant à améliorer l'environnement, les transports ferroviaires, l'éducation, la santé..., et visant à la création d'emplois.

6. Moratoire sur les négociations de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC.

7. Mise en place de mesures visant à la suppression des paradis fiscaux et à la promotion des taxes globales et de l'harmonisation fiscale en Europe.

8. Remise à plat de l'"agenda" de Lisbonne (Conseil européen des 23 et 24 mars 2000) et de l'agenda social 2005-2010, en vue de les mettre au service du progrès social et écologique.

9. Accroissement de l'aide publique au développement à 0,7 % du PIB des Etats membres de l'Union ; engagement plus fort dans les "Objectifs du millénaire" et annulation de la dette des pays pauvres.

10. Fin du soutien à l'occupation de



1. Demande du Conseil à la Commission de retirer tous les projets de directives européennes de libéralisation en cours (notamment la directive Bolkestein, celle sur le temps de travail, sur les transports ferroviaires...), ainsi que le plan d'action sur les aides d'Etat.

2. Réunion d'urgence de l'Eurogroupe pour exiger de la Banque centrale européenne une modification substantielle de la politique monétaire incluant la baisse des taux d'intérêt.

3. Engagement de développer une véritable politique pour l'emploi, passant

l'Irak et retrait immédiat des troupes de pays membres de l'Union.

Ce plan A comportera une série d'actions menées au niveau national et européen, et qui culmineront à Bruxelles en décembre 2005 par une grande mobilisation à l'occasion du dernier Conseil européen sous présidence britannique.

Plan B : pour des institutions européennes réellement démocratiques

Les Attac d'Europe sont attachés à l'existence d'institutions européennes authentiquement démocratiques, ce qui n'était pas le cas dans le projet de traité constitutionnel. Il faudra, en particulier, donner un rôle important aux Parlements nationaux, tout en élargissant celui du Parlement européen

□ retirer à la Commission le monopole de l'initiative législative, ainsi que les pouvoirs exorbitants dont elle dispose en matière de concurrence ;

□ donner aux citoyens un droit véritable d'initiative populaire ;

□ faciliter les coopérations renforcées. Tous les Attac d'Europe discuteront en leur sein et entre eux du contenu d'un nouveau traité portant exclusivement sur les institutions européennes.

La première réunion de la Convention des Attac d'Europe prévue en décembre 2005 fera le bilan de ces propositions.

Plan C : pour une autre Europe possible

Si importantes qu'elles soient, les mesures de démocratisation institutionnelle du Plan B ne répondent que très partiellement aux attentes des vastes secteurs populaires qui veulent aussi donner un contenu démocratique, politique, pacifique, social, culturel, écologique et féministe à la construction européenne. C'est l'ensemble des politiques de l'Union qui doit faire l'objet d'une remise à plat.

L'ambition du Plan C est de permettre la naissance d'un vaste chantier démocratique pour une alternative à l'Europe néolibérale. Il s'agit d'élaborer un projet européen de solidarité : solidarité au sein de l'UE ; solidarité entre l'UE et le reste du monde ; solidarité avec les générations futures. Les mesures demandées dans le Plan A en constituent une première étape indispensable.

Toutes les composantes de chaque Attac d'Europe seront associées à l'élaboration de ce plan C : structures nationales, régionales, et locales.

Dès cet automne, cette dynamique partant de la base convergera vers la préparation de la réunion de la Convention des Attac d'Europe de décembre 2005. Ce travail se prolongera ensuite sur une plus longue période.

La Convention des Attac d'Europe examinera également la manière de s'associer aux diverses initiatives qui pourront être prises par les différents mouvements sociaux et réseaux européens, notamment dans le cadre du Forum social européen d'avril 2006.

Une autre Europe est possible. Nous la construirons ensemble !

EPR :

un choix aberrant

Le choix de Flamanville, dans la Manche, pour accueillir le réacteur nucléaire EPR (réacteur européen à eau pressurisée) a été annoncé par la plupart des journaux comme une bonne nouvelle pour les Normands !

Tout le monde aime la Normandie pour ses paysages magnifiques: sa côte où alternent falaises blanches et longues plages de sable, sa campagne verte et son bocage, pour sa gastronomie, son patrimoine historique et maritime... Au nom de l'emploi et de la modernité (!), on est en train de lui fabriquer une nouvelle image de marque. La voilà promue région nucléaire avec six sites: trois centrales nucléaires en Seine-Maritime et dans la Manche, un centre de retraitement à La Hague, un centre de stockage de déchets radioactifs à Digulleville et un entrepôt de combustibles pour sous-marins à Cherbourg. A-t-on demandé aux Normands leur avis sur l'avenir de leur région?

Le réseau Sortir du Nucléaire a mis en évidence les dangers présentés par l'EPR. Résumons-les brièvement:

Il y a de graves risques d'explosion violente, en cas de fusion accidentelle: un document publié le 9-12-2003 par la section allemande de l'IPPNW, organisation internationale de médecins spécialisés, « montre que l'arrivée du cœur fondu dans le bassin de rétention peut conduire avec une probabilité importante à de telles explosions en raison de l'afflux d'eau de refroidissement.»

Par ailleurs, il faut noter une insuffisance des plans particuliers d'intervention. Ceux-ci ne prennent en compte que les accidents internes mais rien n'est prévu pour des accidents externes - tels que la chute d'un avion de ligne ou un acte terroriste- qui se révéleraient catastrophiques. Si les antinucléaires ont réagi avec force contre l'implantation de l'EPR, ce n'est pas le cas de la plupart des élus locaux. L'un d'eux a même déclaré :» Les gens ne sont pas affolés. Et moins on en parle, mieux ça vaut».

No comment.

■ Bernard CARON

marche pour la décroissance

Dans la tradition des grandes marches non-violentes, une marche pour la décroissance se déroule jusqu'au 3 juillet 2005.

Ouverte à tous ceux qui «résistent à cette société de consommation, de gaspillage et de croissance dont seules la technique et la science seraient les remèdes», à tous ceux qui «comprennent que pour transformer ce monde, il faut aussi transformer son mode de vie, et en finir avec l'idéologie publicitaire», la marche, sans aucun moteur, donne le temps de discuter et d'échanger.

La marche qui se conclura le 3 juillet 2005 par une grande manifestation à Magny-Cours contre le Grand Prix de France de Formule1, ultime symbole de tous les gaspillages. Tous les participants à la marche doivent marcher ensemble selon des règles de respect, de non-violence, d'entraide et de convivialité. Aucun signe d'appartenance organisationnelle, politique ou syndicale n'est accepté dans le cortège. La marche fait environ 15 kilomètres par jour.



Plus d'infos sur <http://www.decroissance.org>